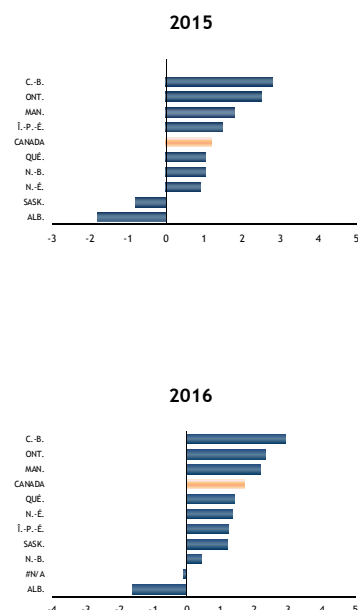


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2016

Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint
(416) 974-7231
paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
Économiste
416-974-8593
laura.cooper@rbc.com

Gerard Walsh
Économiste
416-974-6525
gerard.walsh@rbc.com

Les effets néfastes des faibles prix du pétrole s'atténueront en 2016

- Les provinces continuent d'être caractérisées par des perspectives économiques distinctes, selon qu'elles produisent ou non du pétrole.
- La faiblesse persistante des cours du pétrole aggravera encore les difficultés des provinces productrices d'or noir en 2016. Nous avons réduit considérablement nos prévisions de croissance pour l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan cette année.
- Nous nous attendons maintenant à une poursuite de la récession en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador en 2016, dont le PIB réel devrait reculer respectivement de 1,6 % et 0,1 %, et à une reprise plus modeste que nous l'avions prévue en Saskatchewan (croissance de 1,2 %).
- De tels résultats constitueraient quand même une amélioration par rapport à 2015, alors que les trois économies provinciales ont selon nous subi des contractions plus importantes.
- Nos perspectives pour les provinces consommatrices de pétrole restent généralement positives ; elles continueront de connaître une croissance modérée cette année. Cependant, nous avons aussi abaissé quelque peu nos prévisions, car les avantages liés au recul des prix du pétrole prennent plus de temps que prévu à se manifester dans les secteurs industriels.
- Les provinces consommatrices de pétrole devraient tirer parti de la faiblesse des prix de l'or noir, puisqu'elle se traduit par des exportations plus concurrentielles, une diminution des coûts de l'énergie et un raffermissement de l'économie américaine.
- Nous croyons que la Colombie-Britannique restera au sommet de notre classement des taux de croissance provinciaux pour une deuxième année consécutive en 2016 (2,9 %), suivie de près par l'Ontario (2,3 %) et le Manitoba (2,2 %). Viendront ensuite toutes les autres provinces, dont la croissance sera selon nous inférieure à la moyenne nationale de 1,7 % : le Québec (1,4 %), la Nouvelle-Écosse (1,3 %), l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan (1,2 %), le Nouveau-Brunswick (0,4 %) et l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador en queue de peloton avec des taux négatifs.
- Nous avons également apporté plusieurs changements à nos prévisions pour 2015 afin de tenir compte de récents événements. Dans la majorité des cas, nous avons revu en légère baisse nos estimations de croissance pour l'année (notamment pour l'Alberta, le Québec et la Saskatchewan). L'Ontario a toutefois constitué une exception, puisque nous avons haussé notre estimation pour cette province à la lumière d'une vigueur plus grande que prévu des indicateurs du logement et des dépenses des ménages.
- De même, nous avons quelque peu modifié nos prévisions pour 2017, conformément aux révisions à la baisse apportées à nos hypothèses macroéconomiques. Même si nous continuons de croire que toutes les provinces à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador progresseront l'an prochain, nous avons généralement réduit le rythme auquel elles devraient croître. Selon nous, la Colombie-Britannique, le Manitoba et l'Ontario présentent encore les plus fortes perspectives de croissance pour 2017. Nous prévoyons que l'Alberta s'extirpera de la récession l'an prochain.

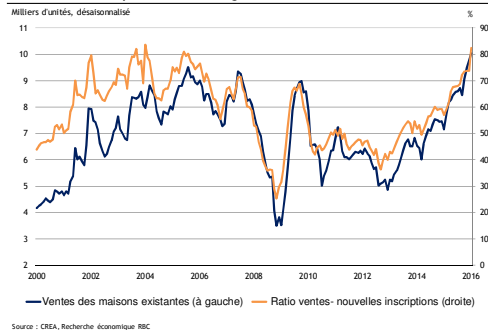
La faiblesse persistante des prix du pétrole assombrit la perspective d'un redressement rapide des provinces productrices de pétrole

La faiblesse historique persistante des prix du pétrole au cours des derniers mois a eu pour effet d'accroître la probabilité que les cours restent bas pendant plus longtemps, et que les difficultés des régions productrices de pétrole se poursuivent à court terme. Ces difficultés devraient toutefois s'atténuer, puisque nous ne prévoyons pas d'aussi fortes compressions des investissements dans le secteur de l'énergie qu'en 2015. RBC a récemment revu une fois de plus à la baisse son hypothèse de base pour le West Texas Intermediate (WTI), la référence dans le secteur pétrolier, à une moyenne de 40 \$ US le baril en 2016 et 57 \$ US le baril en 2017. Les valeurs trimestrielles resteront particulièrement faibles dans la première moitié de 2016. Par conséquent, comme on ne prévoit guère de répit pour le secteur de l'énergie à court terme et que cette situation devrait se traduire par de nouveaux reculs des investissements, nous prévoyons que les récessions provinciales en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador se poursuivront en 2016, la faiblesse se propageant de plus en plus hors du secteur de l'énergie. En Saskatchewan, nous nous attendons à ce qu'une reprise du secteur agricole ramène la croissance en zone positive.

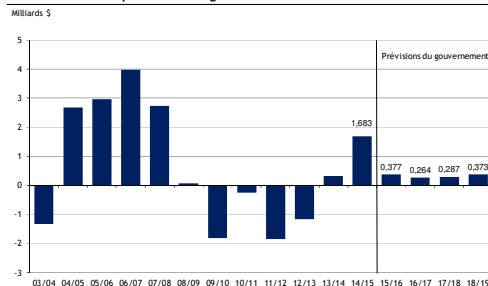
Les avantages de la faiblesse des prix du pétrole augmenteront dans les provinces consommatrices de pétrole

L'autre facette de la faiblesse des cours de l'or noir, qui procure des avantages nets sous forme d'exportations plus concurrentielles, d'une baisse des coûts de l'énergie et d'un raffermissement de l'économie américaine, améliore les perspectives des provinces consommatrices de pétrole. Les avantages ont été quelque peu retardés par des ajustements complexes en 2015, mais nous prévoyons qu'ils seront plus importants en 2016. Nous nous attendons en particulier à ce que les exportations de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, du Manitoba et du Québec soient grandement favorisées.

Colombie-Britannique : marché du logement



Colombie-Britannique : solde budgétaire



Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	2,5	2,1	3,2	2,8	2,9	2,7
PIB nominal	2,1	2,3	4,7	4,0	4,5	5,8
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,2	1,9	0,8
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	6,0
Ventes au détail	1,9	2,4	5,6	6,8	4,6	4,3
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	31 446	35 500	31 300
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,8	2,1

Le secteur du logement continuera de retenir l'attention en 2016

L'effervescence du marché du logement et la solidité du marché de l'emploi devraient continuer d'alimenter les dépenses des ménages en Colombie-Britannique et garder la province au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2016. Au cours de la dernière année, la flambée des prix des maisons aux quatre coins de la province et la forte hausse des emplois (pour la plupart des postes à temps plein) ont renforcé la confiance des consommateurs et leur sentiment de richesse. À notre avis, ces conditions persisteront dans l'ensemble en 2016. Le risque d'une surchauffe du marché à Vancouver demeure, mais la probabilité d'une débâcle à court terme nous apparaît faible compte tenu du dynamisme actuel. Même si la faiblesse des prix des marchandises et le repli de la demande de l'Asie ont entravé le rendement des secteurs axés sur les exportations en 2015, l'amélioration de la conjoncture devrait favoriser des gains modestes en 2016. Le PIB réel augmentera selon nous de 2,9 % en 2016 et de 2,7 % en 2017, ce qui est très similaire à notre estimation de 2,8 % pour 2015.

Sommet record des reventes de maisons à Vancouver en 2015

Le redressement de l'activité sur le marché du logement s'est poursuivi sans relâche en 2015, les reventes de propriétés frôlant un sommet historique de 102 500 unités dans la province. Il s'agit d'un gain considérable de 22 % par rapport à l'année précédente. Comme le ratio ventes/nouvelles inscriptions est plus élevé que jamais en 12 ans en ce début de 2016, peu d'éléments laissent entrevoir une véritable diminution de ce rythme d'activité soutenu à court terme. La reprise de l'embauche et de l'immigration que nous prévoyons en Colombie-Britannique (en partie au détriment de l'Alberta) serait même plutôt susceptible de stimuler la demande de logements dans la province. À notre avis, cette forte demande engendrera un nouvel essor de la construction de maisons neuves à l'échelle provinciale en 2016. Les prix faramineux (et toujours en hausse rapide) dans la région métropolitaine de Vancouver ont incité les gouvernements à adopter des mesures pour éliminer les risques croissants qu'ils représentent pour le système économique et financier. Parmi ces mesures, l'amélioration proposée de la collecte des données, qui a été annoncée dans le budget 2016 de la Colombie-Britannique et qui vise à rehausser la transparence des investissements étrangers dans le marché du logement, est une solution opportune qui devrait, espérons-le, apporter certains éclaircissements sur ce phénomène au fil du temps.

Une situation budgétaire relativement saine

Les fondements de la situation budgétaire de la province demeurent solides, comme en témoigne la prévision par le gouvernement d'un quatrième budget équilibré consécutif pour 2016-2017. Le résultat meilleur que prévu obtenu lors de l'exercice 2015-2016, principalement attribuable à des recettes fiscales supérieures aux attentes, a servi de fondement au plan budgétaire triennal, qui prévoit un excédent de 264 millions de dollars en 2016-2017. Grâce à l'intégration permanente de mesures de prudence financière, la province est encore plus susceptible d'atteindre ses cibles, qui comprennent également des excédents budgétaires de 287 millions de dollars en 2017-2018 et de 373 millions de dollars en 2018-2019.

Amélioration prévue des exportations en 2016

Compte tenu des faibles prix des marchandises, les exportations nominales de marchandises à l'échelle internationale n'ont progressé que légèrement en 2015, malgré une accélération continue des expéditions de bois d'œuvre vers les États-Unis. L'expiration de l'accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis à la fin de 2015 ainsi que les répercussions de l'infestation du dendroctone du pin dans la région intérieure de la province pourraient plomber les expéditions de bois d'œuvre en 2016. Néanmoins, nous croyons qu'à mesure que les difficultés liées à la faiblesse des prix des marchandises diminueront, le dynamisme insufflé aux secteurs d'exportation par la dépréciation du dollar canadien et le raffermissement de la demande aux États-Unis prendra encore plus d'ampleur en 2016.

Laura Cooper
Économiste

Une autre année de contraction

La persistance des faibles prix du pétrole et la détérioration des perspectives d'un redressement dans le secteur de l'énergie cette année nous ont incités à revoir en forte baisse nos prévisions pour l'Alberta. Nous prévoyons maintenant une contraction de l'activité économique pour une deuxième année consécutive en 2016. Le recul selon nous sera de 1,6 % et fera suite à un déclin estimé à 1,8 % en 2015. La faiblesse liée directement au ralentissement de l'activité dans le secteur de l'énergie continuera de peser considérablement sur les conditions économiques de la province. En outre, nous nous attendons à ce que cette faiblesse gagne de plus en plus les autres secteurs de l'économie. Même si les perspectives pour 2017 restent pour le moment incertaines, nous croyons que la conjoncture commencera à s'améliorer et qu'une reprise modeste s'amorcera l'an prochain, l'économie s'ajustant progressivement à la chute des prix du pétrole.

Les difficultés devraient s'intensifier sur le marché du travail en 2016...

La forte embauche dans le secteur public a aidé à compenser les licenciements dans le secteur privé, de sorte que l'emploi est resté globalement en hausse sur 12 mois en 2015. Cependant, comme ce rythme d'embauche dans le secteur public ne pourra être maintenu et que les sociétés resteront confrontées aux prix actuels du pétrole brut, de nouvelles mises à pied devraient faire baisser le niveau global de l'emploi en 2016. Par conséquent, des pressions à la hausse persisteront sans doute sur le taux de chômage, qui a bondi en 2015 et dépassé la moyenne nationale pour la première fois depuis 1989 en janvier 2016. La morosité grandissante sur le marché du travail a aussi été mise en évidence par une hausse des demandes d'assurance emploi au niveau le plus élevé depuis 2009 et une augmentation du nombre de ménages déclarant faillite.

...et se répercuteront sur la demande des consommateurs

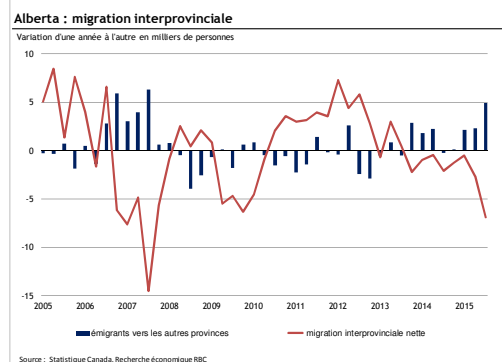
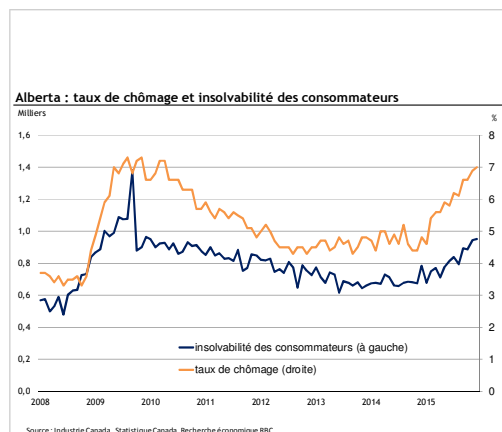
La multiplication des pertes d'emploi et les répercussions financières sur les ménages ont entravé la demande de biens et de services, les composantes des ventes au détail ayant subi des déclinés généralisés en 2015. Les ventes de nouveaux véhicules automobiles ont dégringolé de presque 25 % sur 12 mois en décembre 2015 et la détérioration du marché du travail devrait freiner encore davantage la demande sous-jacente des consommateurs en 2016. On s'attend à ce qu'une hausse marquée du taux d'émigration vers d'autres provinces contribue à un ralentissement de la croissance de la population en 2016, ce qui minera encore plus la demande des ménages, notamment au sein du marché du logement de la province. Les reventes de propriétés ont chuté de 21 % en Alberta en 2015 et la morosité persistante de la conjoncture devrait entraîner un nouveau déclin de 12 % en 2016. Les constructeurs de résidences devraient pour leur part restreindre leurs activités, un recul des mises en chantier à 23 700 unités étant attendu en 2016, soit une baisse de 36 % par rapport à 2015.

La situation budgétaire se détériore en réaction à la faiblesse des prix du pétrole

La situation budgétaire de la province s'est détériorée dans un contexte de faiblesse plus grande que prévu des prix du pétrole brut. En raison d'une chute de 30 % de l'or noir depuis le budget d'octobre 2015, le gouvernement a revu à la hausse son déficit pour 2015-2016, qui est passé de 6,1 milliards de dollars à 6,3 milliards de dollars. Le budget 2016 qui doit être déposé au courant du printemps témoignera sans doute d'une aggravation, possiblement importante, du déficit en 2016-2017.

Nouvelle hausse de l'exploitation des sables bitumineux

Malgré le pessimisme qui règne dans le secteur de l'énergie, la production de pétrole brut devrait encore augmenter pendant la période visée en Alberta, compte tenu de la réalisation continue de projets de sables bitumineux d'envergure. Selon les analystes de RBC Marchés des Capitaux, la production, qui était de 2,36 millions de barils par jour en 2015, grimpera à 2,56 millions de barils par jour en 2016. Cette hausse est attribuable à une augmentation de la production de bitume compensant la production moindre de pétrole conventionnel. À l'issue de l'examen fort attendu du programme des redevances sur les ressources qui s'est terminé en janvier 2016, les paramètres pour les producteurs exploitant des sables bitumineux sont restés largement inchangés.



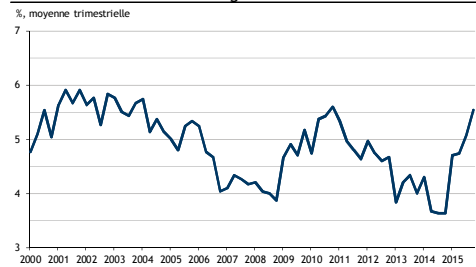
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

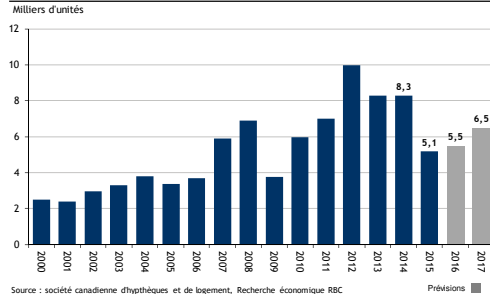
	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,9	5,1	4,8	-1,8	-1,6	2,0
PIB nominal	4,3	10,2	9,1	-10,6	-3,7	10,2
Emploi	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,4	1,4
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	6,0	7,8	7,1
Ventes au détail	7,0	6,9	7,5	-3,7	-1,0	2,5
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	37 282	23 700	24 000
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,2	1,5	2,1

Laura Cooper
Économiste

Saskatchewan : taux de chômage



Saskatchewan : mises en chantier



Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,7	5,8	1,9	-0,8	1,2	2,4
PIB nominal	4,2	7,1	-0,9	-4,8	2,0	6,7
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,5	0,5
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	5,0	6,9	6,6
Ventes au détail	7,4	5,1	4,6	-2,9	1,6	3,8
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 149	5 500	6 500
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,6	2,1	2,8

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

L'économie devrait rester faible

Nous avons considérablement réduit notre prévision de croissance pour l'économie de la Saskatchewan cette année, l'abaissant à 1,2 % alors que nous anticipions un gain de 2,5 % en décembre dernier. Malgré cette révision, notre projection représente encore une amélioration en regard du repli de 0,8 % que nous entrevoyons désormais pour 2015. Ce pourcentage a aussi été légèrement révisé par rapport à une estimation précédente de -0,6 %. La persistance en Saskatchewan d'une croissance inférieure à la moyenne nationale tient en partie au fait que la province est l'une des trois, avec l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, les plus touchées par l'effondrement des prix du pétrole. L'impact négatif de cette baisse sur la production d'énergie et les investissements dans ce secteur est encore plus grand en 2016 que nous l'avions prévu, compte tenu de la faiblesse persistante des cours du pétrole. La remontée des prix du pétrole prévue pour 2017 devrait contribuer à un rebond du secteur de l'énergie et de la croissance globale du PIB en Saskatchewan à 2,4 %.

La production de potasse devrait être plus faible que prévu

La croissance anémique du PIB de la Saskatchewan en 2016 est aussi attribuable à un ralentissement prévu de la production de potasse dans la province cette année. L'année 2015 a commencé sur une bonne note pour la production de potasse, qui a crû fortement. Cependant, le repli de la demande et la diminution des prix ont entraîné un ralentissement constant de l'activité minière au cours de l'année, qui s'est soldé par l'interruption complète des activités d'un important producteur pendant trois semaines en décembre 2015. En raison du bon début d'année, la production a quand même progressé d'environ 6 % en 2015. Toutefois, la tendance à la baisse des derniers mois devrait persister pendant la première moitié de l'année. Par conséquent, la production devrait fléchir de 2 % en 2016, plutôt que de croître de 6 % comme nous l'avions prévu précédemment. Les prévisions de hausse de la demande de plusieurs marchés émergents importants devraient se concrétiser dans la deuxième moitié de l'année. Cette augmentation devrait limiter le déclin annuel.

La production agricole a diminué moins que prévu en 2015

Le recul de la production agricole en 2015 n'a pas été aussi important que nous l'avions prévu au dernier trimestre. Grâce à des précipitations en fin de saison qui ont aidé à atténuer les conditions de sécheresse, le volume des récoltes céréalières est resté relativement stable par rapport à 2014, alors que les estimations initiales annonçaient un déclin de la production. Pour 2016, notre hypothèse de base est un retour vers la normale des conditions de végétation, se traduisant par une augmentation de la production céréalière de 5 %. Une telle hausse en 2016 serait toutefois inférieure au gain de 10 % que nous anticipions précédemment, et qui reflétait une reprise après un déclin plus important lié à la sécheresse en 2015.

Les marchés de l'emploi faiblissent

La détérioration de la conjoncture économique dans la province fait écho à la hausse constante du taux de chômage provincial en 2015. Après avoir touché un creux de 3,6 % au quatrième trimestre de 2014, le taux de chômage n'a fait qu'augmenter, atteignant 5,5 % au dernier trimestre de 2015. Cette tendance baissière s'explique en partie par un certain ralentissement de la croissance de l'emploi, bien que le principal facteur ait été le raffermissement de la croissance de la population active. La faiblesse a également été ressentie dans le secteur du logement, les mises en chantier ayant chuté à 5 100 unités en 2015, par rapport au niveau de 8 300 atteint en 2014 et en 2013. Nous tablons sur des mises en chantier totales de 5 500 unités cette année et sur une modeste remontée à 6 500 unités en 2017.

La province devrait surpasser la croissance nationale

Selon nos prévisions, l'économie du Manitoba devrait croître de 2,2 % cette année. En 2015, son expansion est estimée à 1,8 %. Même s'il représente un rythme de croissance modeste, le taux de 2,2 % prévu en 2016 est supérieur à la moyenne nationale de 1,7 %. Le Manitoba est moins touché par l'effondrement des prix du pétrole, car la production d'énergie est une composante beaucoup moins importante de son économie par rapport à la Saskatchewan et à l'Alberta. Même si les industries du Manitoba qui fournissent des biens et services au secteur de l'énergie ont pâti, de nombreuses autres industries devraient profiter de la faiblesse des prix du pétrole. Il en sera ainsi tant sur le marché intérieur, grâce à un repli des prix de l'énergie, que sur les marchés extérieurs, grâce au regain de croissance de l'économie américaine et à la dépréciation du dollar canadien qui en découlent. Il est vrai que ces facteurs positifs ont été lents à se concrétiser, mais il semble qu'ils aient commencé à apparaître à la fin de 2015. Nous croyons que ces facteurs positifs s'intensifieront et contribueront à un raffermissement de la croissance économique provinciale à 2,2 % en 2016 et à 2,7 % en 2017.

La croissance des exportations se raffermit

Exception faite des produits énergétiques, la croissance des exportations nominales au Manitoba a beaucoup varié d'un mois à l'autre en 2015. Cependant, la tendance est à la hausse depuis trois trimestres, la croissance des exportations ayant dépassé 10 % au quatrième trimestre de 2015. Cette tendance haussière reflète des gains relativement généralisés dans plusieurs composantes, au premier chef les véhicules automobiles et les pièces, le matériel électronique et les biens de consommation.

L'activité manufacturière montre des signes timides de croissance

Il est à noter que des sous-secteurs manufacturiers, comme le matériel de transport et les meubles, ont profité d'un raffermissement de la croissance des exportations. Cependant, pendant la majeure partie de 2015, d'autres segments manufacturiers, comme les produits métalliques et la machinerie, ont semblé souffrir du repli de la demande du secteur de l'énergie dans les provinces voisines du Manitoba, ce qui a largement contrebalancé l'augmentation de la demande extérieure. Fait encourageant, la faiblesse du segment de la machinerie a semblé s'atténuer au fil de l'année, en particulier au dernier trimestre de 2015. Ce facteur a contribué à une légère progression des ventes manufacturières globales au quatrième trimestre. Cette hausse était la première lors d'un trimestre en 2015. Notre prévision tient pour acquis que la forte demande étrangère compensera de plus en plus la faiblesse émanant du secteur de l'énergie, permettant une légère accélération de la croissance future du secteur manufacturier.

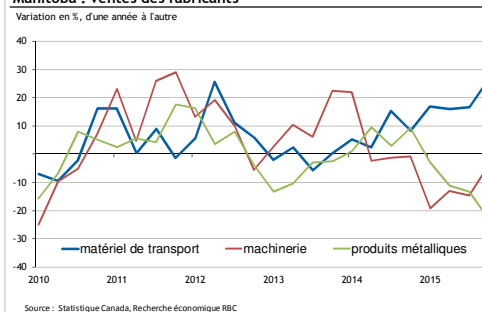
L'agriculture et l'extraction de métaux de base devraient continuer de croître

Parmi les secteurs des ressources naturelles du Manitoba, une solide hausse de la production a été enregistrée dans l'important secteur minier non lié à l'énergie en 2015. Cette hausse a été alimentée par une expansion récente des capacités de production. Le secteur minier non lié à l'énergie devrait continuer de croître en 2016, bien qu'à un rythme plus modéré. En revanche, la production pétrolière diminuera sans doute fortement dans la province en 2016 étant donné la faiblesse persistante des prix du pétrole. Nous nous attendons à une accélération continue de la production agricole cette année, quoiqu'à un rythme plus modéré de 2 % par rapport à la hausse marquée de 6 % sur laquelle nous tablons pour 2015. Au Manitoba, les conditions de végétation n'ont pas souffert de la sécheresse qui a miné les récoltes en Saskatchewan et en Alberta.

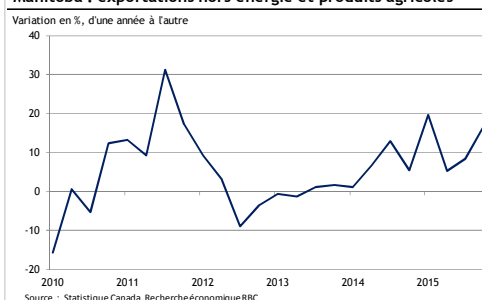
D'importants projets hydroélectriques contribueront aux activités de construction

On s'attend à ce que le secteur de la construction continue de soutenir la croissance provinciale cette année et l'an prochain. Cet appui reflète surtout les dépenses de Manitoba Hydro à l'égard de deux importants projets, à savoir la ligne de transport d'énergie Bipole III et la centrale de Keeyask. Le récent début des travaux pour un grand projet résidentiel et commercial dans le centre-ville de Winnipeg devrait également soutenir le secteur de la construction.

Manitoba : ventes des fabricants



Manitoba : exportations hors énergie et produits agricoles

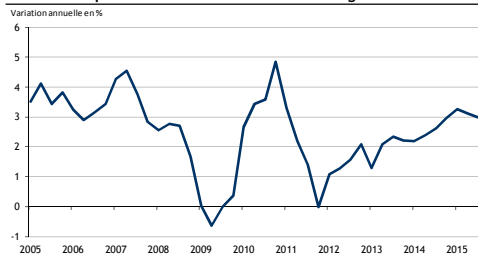


Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,0	2,4	2,3	1,8	2,2	2,7
PIB nominal	6,4	3,5	3,5	2,8	3,7	5,2
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,6	0,5	1,1
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,6	5,4	5,0
Ventes au détail	1,3	3,9	4,3	1,3	4,1	4,2
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	5 501	5 900	6 500
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,2	2,0	2,4

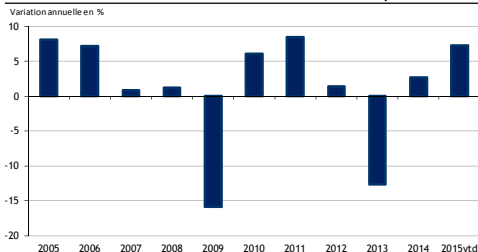
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : dépenses de consommation des ménages



Source : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

Ontario : investissements non résidentiels des entreprises



Source : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,3	1,3	2,7	2,5	2,3	2,6
PIB nominal	3,1	1,9	4,1	3,8	4,1	4,4
Emploi	0,7	1,8	0,8	0,7	1,3	1,0
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,8	6,3	5,9
Ventes au détail	1,6	2,3	5,0	4,6	4,5	4,2
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	70 156	69 700	63 000
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,2	1,7	2,2

Maintenance de la vitesse de croisière

Nous nous attendons à ce que l'économie de l'Ontario conserve l'un des taux de croissance provinciaux les plus élevés au pays en 2016. La croissance devrait être soutenue par une hausse des exportations et une demande assez robuste au sein des sources privées et publiques de la province. Les exportateurs ontariens sont bien placés pour tirer de plus en plus parti de la faible valeur du dollar canadien et de la demande grandissante des consommateurs américains, malgré la forte concurrence des autres acteurs mondiaux. Sur le marché intérieur, l'activité sera stimulée par la faiblesse persistante des taux d'intérêt, la confiance des ménages, une hausse des investissements des entreprises et l'accroissement de la construction d'infrastructures publiques. Nous prévoyons que l'économie de l'Ontario progressera à un rythme de 2,3 % cette année, ce qui ne serait que légèrement inférieur au taux de 2,5 %, révisé à la hausse, sur lequel nous misons désormais pour 2015. Nos perspectives pour 2017 laissent entrevoir un faible rebond à 2,6 %.

Un dynamisme assez fort en 2015...

Des signes indiquent que l'économie de l'Ontario a fait preuve l'an dernier d'un dynamisme un peu plus fort que nous l'avions prévu auparavant, ce qui est de bon augure pour la réalisation d'autres progrès en 2016. Le ministère des Finances de l'Ontario a publié en janvier 2016 des estimations du PIB réel qui font état d'un taux de croissance élevé de 3,5 % (en rythme annuel) au troisième trimestre de 2015, et d'une révision à la hausse des estimations de croissance pour les huit trimestres précédents. Ces statistiques brossent un portrait plutôt positif de la conjoncture économique provinciale l'an dernier, les dépenses des ménages ontariens ayant augmenté de plus de 3 % au cours des trois premiers trimestres de 2015 (notamment en raison d'une hausse marquée des achats de biens durables reflétant des ventes records de véhicules automobiles) et les investissements des entreprises ayant crû de 6 %. Même si nous estimons que le rythme a ralenti au quatrième trimestre, nous avons relevé notre estimation de la croissance en 2015, qui passe de 2,1 % à 2,5 %, parce que le début de l'année a été meilleur que prévu.

...qui devrait se poursuivre en 2016

L'un des éléments ayant grandement fait défaut l'an dernier est un rebond convaincant des exportations. Les exportations ontariennes de biens et de services ont enregistré une faible hausse de 0,6 % lors des trois premiers trimestres de 2015, ce qui est bien inférieur à nos attentes. Cela dit, cette faiblesse reflète un début d'année difficile et des signes ont montré que les exportations avaient commencé à se raffermir au milieu de l'année. Nous prévoyons une nouvelle accélération des exportations en 2016, car les exportateurs ontariens tireront de plus en plus parti des occasions offertes par la dépréciation du dollar canadien. Selon nous, la hausse des exportations sera cette année un nouvel élément de la conjoncture économique de l'Ontario qui compensera en grande partie l'arrivée à maturité de l'essor immobilier de la province, qui a fortement contribué à la croissance provinciale ces dernières années. Nous nous attendons de fait à ce que les activités de vente et de construction de maisons neuves restent stables en 2016, bien qu'à des niveaux élevés.

Le budget hâtif de la province témoigne de progrès accomplis dans la réduction du déficit

Le budget 2016 du gouvernement de l'Ontario a été déposé le 25 février, soit près de deux mois plus tôt que le budget 2015. Le gouvernement y a signalé une réduction importante de son déficit budgétaire en 2015-2016, qui est ressorti à 5,7 milliards de dollars par rapport à 10,3 milliards de dollars en 2014-2015. Un nouveau recul à 4,3 milliards de dollars est prévu en 2016-2017 grâce aux effets combinés d'une solide croissance des revenus et d'une diminution des dépenses. Une nouvelle source de revenus a été ajoutée, soit le produit d'une vente aux enchères de droits d'émission de carbone (dans le cadre d'un système de plafonnement et d'échange d'émissions) dont l'apport sera de 0,5 milliard de dollars en 2016-2017 et de 1,9 milliard de dollars en 2017-2018. Le gouvernement continue de viser l'équilibre budgétaire pour 2017-2018.

Robert Hogue
Économiste principal

Transition cahoteuse vers une croissance plus forte

Malgré un relai vers 2016 décevant, nous continuons de prévoir une accélération modeste de l'économie québécoise cette année. Nous croyons que certains des facteurs qui ont bridé la croissance en 2015, dont une faiblesse des investissements des entreprises, auront un effet restrictif moindre en 2016. Par conséquent, les secteurs en expansion, comme celui des exportations, pourront contribuer davantage à la croissance. La faible valeur du dollar canadien et la conjoncture raisonnablement saine sur les marchés américain et ontarien serviront selon nous d'assise à une nouvelle progression des exportations du Québec. Nos prévisions de croissance pour la province en 2016 reposent essentiellement sur cette amélioration, de même que sur une hausse continue des dépenses des ménages, soutenue par un nouvel élan du marché du travail dans la province, et une augmentation modeste des investissements des entreprises. Néanmoins, comme les derniers indicateurs économiques ont été plus faibles que prévu, nous avons revu à la baisse notre estimation de la croissance pour 2015, de 1,3 % à 1,0 %, et notre prévision pour 2016, de 1,9 % à 1,4 %. Nous prévoyons une nouvelle accélération à 1,8 % en 2017.

Baisse de régime à la fin de 2015, moins bonnes perspectives pour 2016

Des indicateurs publiés récemment ont témoigné d'un ralentissement décevant de l'activité dans la province à la fin de 2015. Selon des estimations de l'*Institut de la statistique du Québec* (ISQ), le PIB réel a fléchi en octobre et en novembre, ce qui laisse entendre que l'économie québécoise s'est probablement contractée au quatrième trimestre. La faiblesse ayant été particulièrement évidente dans les secteurs de production de biens, l'activité minière, la fabrication et la construction devraient toutes enregistrer des déclin trimestriels. Notre scénario pour la province tablait sur une fin d'année 2015 plutôt solide, ouvrant la voie à une accélération de l'économie en 2016. Compte tenu de cet obstacle, nous prévoyons maintenant que cette relance aura lieu plus tard en 2016.

Les investissements des entreprises se redresseront-ils enfin ?

Les investissements des entreprises dans les structures non résidentielles et la machinerie et l'outillage ont été une source constante de faiblesse dans la province au cours des dernières années, y compris en 2015. Des déclin dans ce secteur ont retranché 0,3 point de pourcentage à la croissance provinciale lors des trois premiers trimestres de 2015. Depuis 2011, les dépenses des entreprises liées aux structures non résidentielles et à la machinerie et l'outillage ont chuté de plus de 15 %, atteignant le niveau le plus bas depuis 12 ans au troisième trimestre de 2015. Nous croyons que cette faiblesse est exagérée et que les entreprises de la province, faisant face à des contraintes de capacité, commenceront à augmenter leurs dépenses en 2016.

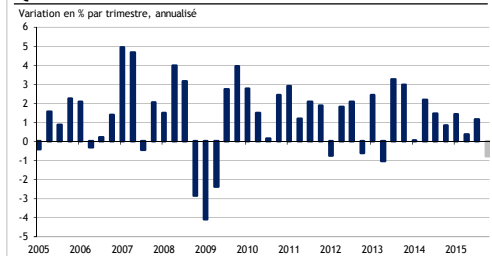
Amélioration des perspectives d'emploi

La reprise de la création d'emplois dans la province a constitué l'un des événements positifs de 2015. Fait particulièrement encourageant, les nouveaux emplois créés ont surtout été des postes à temps plein. Nous nous attendons à ce que la croissance de l'emploi se poursuive à un taux modéré de 0,8 % en 2016 (en légère baisse par rapport à 0,9 % en 2015), ce qui assurerait un soutien continu aux dépenses des ménages.

Le prochain budget provincial devrait confirmer l'atteinte de l'équilibre budgétaire

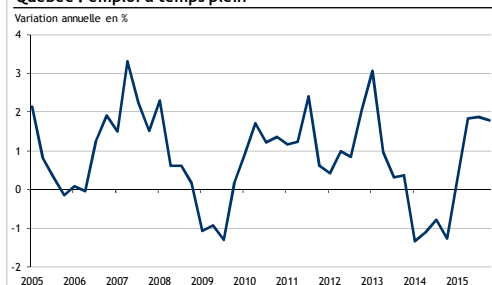
On s'attend généralement à ce que le budget 2016 qui sera déposé par le gouvernement du Québec le 17 mars confirme l'élimination du déficit provincial en 2015-2016 et le maintien d'un équilibre budgétaire en 2016-2017. Les mises à jour mensuelles sur le budget publiées par le ministère québécois des Finances montrent que le gouvernement était très bien parti pour atteindre cet objectif au cours des huit premiers mois de 2015-2016. À notre avis, l'atteinte de l'équilibre budgétaire renforcera la confiance aussi bien des consommateurs que des entreprises, après des années de compressions dans la province.

Québec : réel PIB



Source : Institut de la statistique du Québec Québec, Recherche économique RBC

Québec : emploi à temps plein



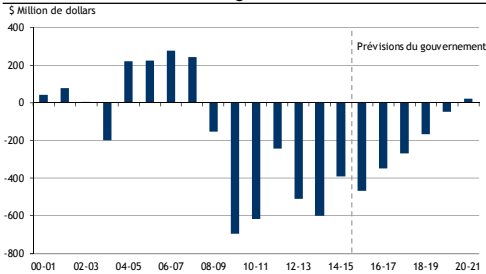
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,0	1,2	1,5	1,0	1,4	1,8
PIB nominal	2,7	2,0	2,5	2,0	3,0	3,6
Emploi	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8	0,7
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,6	7,7	7,3
Ventes au détail	1,2	2,5	1,7	1,0	3,8	3,9
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	37 926	35 900	34 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,1	1,6	2,3

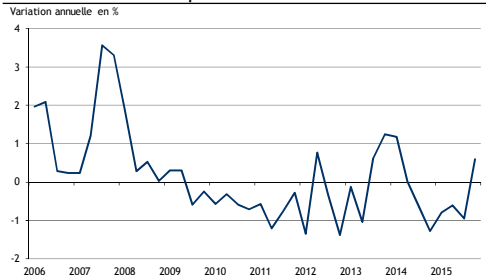
Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : solde budgétaire



Source : Ministère des Finances de Nouveau-Brunswick, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire						
	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-1,0	0,4	-0,3	1,0	0,4	0,6
PIB nominal	0,7	0,4	0,6	2,7	2,0	2,5
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,3	-0,2
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	9,8	9,5	9,5
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,8	3,3	2,2	2,4
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	1 995	1 600	1 900
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,5	1,8	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Confiné dans la voie lente

Le Nouveau-Brunswick devrait figurer parmi les économies provinciales les plus lentes en 2016, compte tenu d'un taux de croissance de 0,4 %. Ce rythme représente une continuation de la piètre performance économique enregistrée depuis 2010, et une baisse par rapport à la croissance estimée de 1,0 % en 2015. Notre prévision à court terme reflète l'annonce de la fermeture d'une importante mine de potasse et un budget provincial rigoureux, sur fond de problèmes démographiques et de déclin des dépenses d'investissement. Nous continuons de prévoir que les exportations seront un facteur clé de croissance pendant la période visée et qu'elles contribueront à une accélération de la croissance à un rythme encore modeste de 0,6 % en 2017.

La voie vers l'équilibre budgétaire

Au début de 2015, la province a entrepris un examen stratégique de ses programmes en vue de déterminer les mesures requises pour éliminer un déficit structurel estimé à 600 millions de dollars. Parmi les nombreuses recommandations formulées, plusieurs ont été intégrées dans le budget récemment déposé, dont une hausse de 2 points de pourcentage de la composante provinciale de la TVH, l'élimination d'un certain nombre de postes de direction dans le secteur public et la consolidation d'activités et de programmes du gouvernement. Par conséquent, on s'attend à ce que les revenus augmentent plus rapidement que les dépenses et que la province renoue avec un excédent d'ici cinq ans. Même si plusieurs des mesures adoptées amoindriront sans doute la croissance économique à court terme en freinant les dépenses des consommateurs et du gouvernement, ce dernier a maintenu son engagement de dépenses liées au transport et à d'autres infrastructures publiques à titre de mesure de stimulation importante d'une économie fragile.

Les catalyseurs de la croissance manquent toujours à l'appel...

L'engagement du gouvernement à investir dans les infrastructures aidera à compenser une diminution des investissements dans le secteur privé. À l'issue d'un projet de modernisation de la raffinerie de Saint John à la fin de 2015 et d'une réduction progressive des investissements dans les secteurs primaires, une diminution des investissements du secteur privé est prévue pendant la période visée. Nous nous attendons toutefois à ce que ces investissements antérieurs dans la capacité de production alimentent la croissance des exportations provinciales non liées à l'énergie au cours de la période, bien que l'annonce récente de la fermeture de la mine de potasse Picadilly ait tempéré notre optimisme. Même si la production continue de s'accroître dans d'autres mines de métaux, la fermeture de la mine Picadilly pèsera sur la croissance en 2016 et en 2017, en raison de l'abandon graduel des activités et de l'épuisement des mesures d'aide temporaires offertes par l'exploitant de la mine.

...alors que les emplois et la population active diminuent

Depuis la parution du numéro de décembre de Perspectives provinciales, les conditions économiques se sont détériorées au Nouveau-Brunswick, si bien que nous prévoyons maintenant un recul constant de l'emploi pendant la période visée. Cependant, la main-d'œuvre diminuera également en raison d'un déclin du nombre d'adultes en âge de travailler, de sorte que le taux de chômage restera relativement stable jusqu'en 2017. La faible croissance persistante de l'économie et de l'emploi au Nouveau-Brunswick est liée en grande partie à ces tendances démographiques, puisqu'une diminution du nombre de travailleurs entraîne un repli de la demande de biens de consommation et de nouveaux logements, et qu'une réduction de l'assiette fiscale limite les dépenses publiques.

Une croissance modeste qui se poursuit

On s'attend à ce que la croissance économique de la Nouvelle-Écosse demeure modeste et généralisée en 2016. L'économie de la province bénéficiera d'une hausse de la demande extérieure (principalement aux États-Unis) et d'une poursuite des activités dans le secteur de la construction et sur les chantiers navals, principalement à Halifax. Ces sources de croissance s'inscrivent dans un contexte de déclin soutenu de la production provinciale de gaz naturel et de signes d'une faible croissance future des salaires et de l'emploi, qui limitera la hausse des dépenses de consommation et nuira aux secteurs axés sur le marché intérieur. Selon nous, la croissance du PIB réel de la Nouvelle-Écosse devrait s'accélérer à 1,3 % en 2016, puis régressera à 1,1 % en 2017.

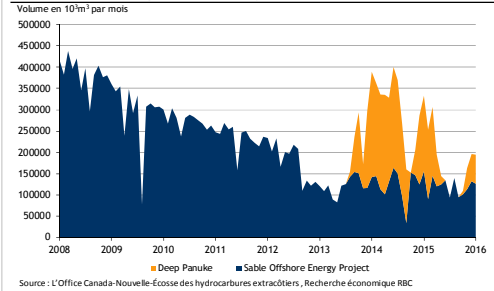
Le secteur de l'énergie s'affaiblit, mais les exportations et la construction navale donnent un double élan à la fabrication

Le repli de la production de gaz naturel a fortement plombé les exportations en 2015, mais son incidence sera plus faible cette année. En 2015, le projet Deep Panuke est devenu une exploitation saisonnière qui produit du gaz naturel seulement pendant les mois hivernaux, qui sont plus lucratifs. Quant au projet énergétique extracôtier de l'île de Sable, qui est arrivé à maturité, une diminution progressive de la production est prévue jusqu'à la mise hors service des installations dès 2017. Malgré les faibles prix du gaz naturel, les activités d'exploration et de forage en mer se poursuivent dans le cadre d'un engagement de 2 milliards de dollars pris par de grandes sociétés énergétiques. Il en résulte un potentiel de hausse pour le secteur à long terme (au-delà de la période de prévision visée). Les exportations de gaz naturel ayant fortement diminué au cours des dernières années, elles ne représentent plus qu'une petite partie des exportations globales. En revanche, d'autres catégories d'exportation ont crû à un rythme constant durant la même période. Soutenues par une conjoncture macroéconomique favorable aux États-Unis et la faiblesse du dollar canadien, les exportations non liées à l'énergie devraient dans l'ensemble donner suite à leur gain élevé de 13 % enregistré en 2015. En particulier, les fabricants devraient tirer parti de récents investissements dans des usines de pneus et de l'aérospatiale dans la province. À Halifax, la construction des premiers navires a débuté en vertu du contrat de plusieurs décennies et d'une valeur de 25 milliards de dollars octroyé par la Marine royale du Canada pour le renouvellement de sa flotte. Ces travaux alimentent la demande dans plusieurs secteurs, dont celui des métaux usinés.

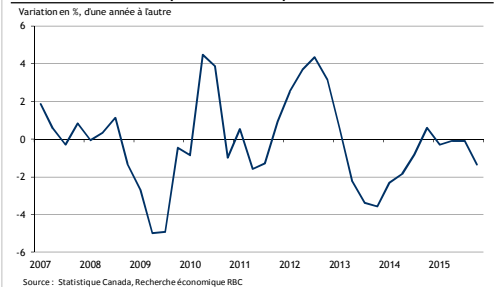
Les marchés de l'emploi s'en ressentiront

En Nouvelle-Écosse, alors que la croissance salariale s'est accélérée au cours des dernières années, les perspectives de nouveaux gains se sont assombries, car le besoin de restreindre les dépenses provinciales a amené le gouvernement à déployer des efforts pour contenir la hausse des salaires dans le secteur public. En 2015, la situation globale de l'emploi s'est légèrement améliorée dans la province grâce à l'embauche dans le secteur public, mais de nouveaux progrès sont peu probables puisque le gouvernement poursuit sa politique de restriction. Le secteur privé ne prendra sans doute pas la relève, étant donné que la croissance dans les secteurs de la construction et de la fabrication est contrebalancée cette année par l'affaiblissement du secteur des services, attribuable à une décélération de la croissance des ventes au détail et des dépenses de consommation. Le déclin graduel de l'emploi sur lequel nous tablons s'accompagnerait d'une chute du taux de chômage provincial, car nous nous attendons à un recul plus marqué de la main-d'œuvre en Nouvelle-Écosse. Alors que les taux de participation des jeunes de la province restent près de la moyenne canadienne, le nombre d'adultes en âge de travailler et leur poids au sein de la population diminuent, ce qui réduit la main-d'œuvre.

Nouvelle-Écosse : production de gaz naturel



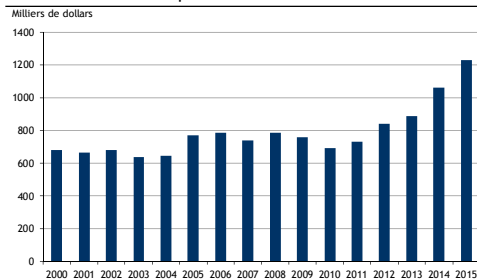
Nouvelle-Écosse : emploi du secteur privé



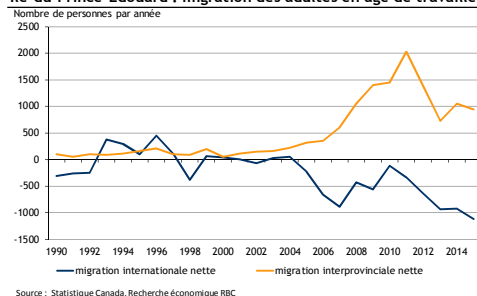
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,3	1,1
PIB nominal	0,5	2,0	1,3	2,0	3,1	3,1
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,2	0,0
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,6	8,4	8,1
Ventes au détail	1,0	2,9	2,3	0,2	2,5	2,9
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	3 825	3 200	3 000
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,4	1,5	2,5

Île-du-Prince-Édouard : exportations internationales de marchandises



Île-du-Prince-Édouard : migration des adultes en âge de travailler



Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,2	2,0	1,5	1,5	1,2	0,9
PIB nominal	2,7	3,8	3,8	3,5	2,8	2,9
Emploi	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-0,4	0,0
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,5	10,2	10,2
Ventes au détail	3,2	0,8	3,3	2,5	3,0	2,6
Mises en chantier (unités)	941	636	511	558	570	800
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,6	2,5

Gerard Walsh
Économiste

La croissance des exportations demeurera stable

Les exportations ont été le facteur clé de la croissance de l'Île-du-Prince-Édouard ces dernières années, et les exportateurs continueront d'apporter une contribution importante à la croissance globale. Le climat macroéconomique et la faiblesse du dollar canadien demeurent favorables à cette tendance et les bons résultats enregistrés en 2015 favorisent une progression continue cette année. Au sein de l'économie intérieure, la réduction des dépenses au palier provincial et les problèmes démographiques devraient limiter la croissance au cours de la période visée. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 1,2 % en 2016, puis une décélération à 0,9 % en 2017.

La croissance des exportations reste solide...

Depuis la parution du numéro de décembre de Perspectives provinciales, des données sur les exportations couvrant une année entière sont devenues disponibles. Elles montrent que les exportations nominales de marchandises ont crû de 16 % en 2015 pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. La hausse a découlé de gains généralisés dans les segments des produits alimentaires (+11 %) et des produits manufacturés non alimentaires (+22 %). Comme on s'attend à ce que la demande des États-Unis reste soutenue et que le dollar canadien continue de donner un coup de pouce au cours de la période visée, les exportations et le tourisme devraient stimuler la croissance globale en 2016. En 2017, les exportations poursuivront sur leur lancée selon nous, mais à un rythme un peu plus lent, ce qui contribuera à un léger ralentissement de la croissance globale.

...et atténuera les pertes d'emploi

Bien que l'estimation de la croissance du PIB de l'Île-du-Prince-Édouard en 2015 soit la plus forte parmi les provinces de l'Atlantique, l'emploi continue de reculer dans la province. Cette situation est principalement attribuable au secteur privé, puisque tous les secteurs producteurs de biens ont enregistré des pertes d'emploi en 2015. Le secteur manufacturier, qui reste prometteur en matière d'emploi, a fait exception à la règle. Nous nous attendons à ce que la hausse des exportations continue de favoriser l'embauche dans le secteur manufacturier. En revanche, la faiblesse observée dans d'autres secteurs devrait encore se traduire par un déclin global de l'emploi en 2016. Le taux de chômage, qui a avoisiné 10 % au cours des derniers mois, restera près de son niveau actuel, puisque le recul de l'emploi s'accompagne d'une diminution de la main-d'œuvre.

Les tendances migratoires contribuent au ralentissement de la croissance de la population

Depuis 2012, l'immigration internationale a ralenti à l'Île-du-Prince-Édouard et l'émigration vers d'autres provinces s'est accélérée, ce qui a grandement freiné la croissance de la main-d'œuvre. Lors de la période d'un an précédant juin 2015, un nombre net de 1 100 adultes en âge de travailler ont émigré vers d'autres provinces, soit 1,2 % de la population en âge de travailler, et l'immigration internationale n'a que partiellement compensé ces départs. L'accélération de l'émigration exacerbe le vieillissement de la population et a pour effet, à long terme, de miner la demande de logements, d'affaiblir les dépenses de consommation et de réduire l'assiette fiscale. À court terme, le gouvernement provincial projette de réduire les dépenses en immobilisations sur une période de cinq ans et contrôle fermement la croissance des dépenses en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2016-2017.

De sombres perspectives pour les années à venir

Le recul des prix du pétrole et de la production a eu des effets dévastateurs sur la croissance globale en 2015, touchant d'abord le secteur pétrolier avant de s'étendre au reste de l'économie. Cette année, la production pétrolière devrait rester relativement stable, mais la faiblesse des prix du pétrole continuera d'entraver la croissance en raison de ses répercussions sur les revenus des entreprises, des ménages et du gouvernement. La morosité attribuable au pétrole affaiblira l'économie provinciale au moment précis où d'importants projets de construction s'achèveront, ce qui réduira par conséquent leur contribution à l'activité économique pendant la période visée. Après un déclin estimatif de 3,5 % en 2015, nous nous attendons à ce que le PIB réel fléchisse encore de 0,1 % en 2016 et de 0,8 % en 2017, surtout en raison d'une baisse des investissements.

De grands projets commencent à prendre fin...

Les dépenses en immobilisations diminueront considérablement à Terre-Neuve-et-Labrador au cours des deux prochaines années, les projets Muskrat Falls et Hebron tirant à leur fin. Des projets de développement des ressources de moindre envergure offriront un certain contrepoids, dont les activités de forage en mer qui se poursuivent à Flemish Pass. Cependant, la faiblesse des prix du pétrole et du minerai de fer entraîne un report des calendriers des projets de développement. Le déclin des investissements, facteur clé de nos prévisions pour les deux prochaines années, implique des perspectives négatives pour le secteur de la construction, qui est aussi confronté à un repli de l'activité résidentielle. Les mises en chantier reculent constamment depuis 2012 et des signes laissent entrevoir d'autres diminutions : le prix moyen des ventes de maisons est en baisse, le marché reste favorable aux acheteurs et la population en âge de travailler diminue à un rythme accéléré.

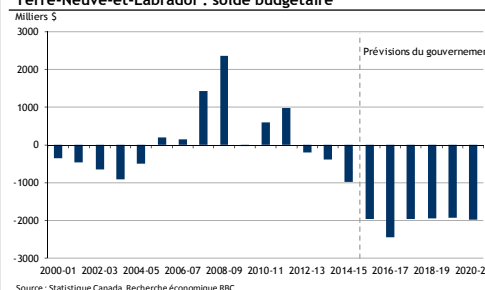
...alors que le gouvernement et l'économie dans son ensemble ressentent les effets négatifs de la baisse des prix du pétrole

Dans sa mise à jour économique et financière de décembre 2015, le gouvernement provincial a intégré des attentes d'une baisse de la production de pétrole et des prix. Par conséquent, le déficit anticipé, qui s'établissait à 1,1 milliard de dollars dans le budget 2015 présenté en avril, a grimpé à près de 2 milliards de dollars pour 2015-2016. En l'absence d'une intervention du gouvernement pour réduire le déficit ou de fonds provenant du Programme de stabilisation fiscale du gouvernement fédéral, l'effet combiné de la baisse des revenus pétroliers, de l'affaiblissement de l'économie et d'une hausse des taux d'intérêt applicables à la dette publique devrait se traduire par des déficits cumulatifs de plus de 10 milliards de dollars de 2016-2017 à 2020-2021. Le budget 2016 qui sera déposé prochainement présentera en détail le plan du gouvernement pour surmonter cette situation très difficile. Nous nous attendons à ce que les mesures de compression des dépenses y occupent une place importante. Par conséquent, la contribution du secteur public à la croissance devrait être limitée à l'avenir. Sous l'influence prédominante des secteurs primaires, les pertes d'emploi ont augmenté dans le secteur privé au dernier trimestre de 2015, ouvrant la voie à de nouvelles pertes d'emploi cette année. En 2017, la diminution des dépenses en immobilisations et les compressions budgétaires entraîneront un nouveau recul de l'emploi. Des pressions à la hausse s'exerceront donc sur le taux de chômage, qui devrait rester le plus élevé de toutes les provinces jusqu'en 2017.

Terre-Neuve-et-Labrador : emploi



Terre-Neuve-et-Labrador : solde budgétaire



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en br

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-4,4	5,8	-2,0	-3,5	-0,1	-0,8
PIB nominal	-4,5	9,2	-4,2	-10,3	-1,1	5,2
Emploi	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-2,0
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,5
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	0,4	0,9	0,7
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	1 697	1 500	1 500
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,4	1,7	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P
T.-N. & L.	-2,0	-3,5	-0,1	-0,8	-4,2	-10,3	-1,1	5,2	-1,7	-1,0	-1,5	-2,0	11,9	12,8	13,4	14,5	2,1	1,7	1,5	1,5	3,4	0,4	0,9	0,7	1,9	0,4	1,7	2,4
Î.-P.-É.	1,5	1,5	1,2	0,9	3,8	3,5	2,8	2,9	-0,1	-1,2	-0,4	0,0	10,6	10,5	10,2	10,2	0,5	0,6	0,6	0,8	3,3	2,5	3,0	2,6	1,6	-0,6	1,6	2,5
N.-É.	0,6	0,9	1,3	1,1	1,3	2,0	3,1	3,1	-1,1	0,1	-0,2	0,0	8,9	8,6	8,4	8,1	3,1	3,8	3,2	3,0	2,3	0,2	2,5	2,9	1,7	0,4	1,5	2,5
N.-B.	-0,3	1,0	0,4	0,6	0,6	2,7	2,0	2,5	-0,2	-0,6	-0,3	-0,2	10,0	9,8	9,5	9,5	2,3	2,0	1,6	1,9	3,8	3,3	2,2	2,4	1,5	0,5	1,8	2,4
QUÉ.	1,5	1,0	1,4	1,8	2,5	2,0	3,0	3,6	0,0	0,9	0,8	0,7	7,7	7,6	7,7	7,3	38,8	37,9	35,9	34,5	1,7	1,0	3,8	3,9	1,4	1,1	1,6	2,3
ONT.	2,7	2,5	2,3	2,6	4,1	3,8	4,1	4,4	0,8	0,7	1,3	1,0	7,3	6,8	6,3	5,9	59,1	70,2	69,7	63,0	5,0	4,6	4,5	4,2	2,3	1,2	1,7	2,2
MAN.	2,3	1,8	2,2	2,7	3,5	2,8	3,7	5,2	0,1	1,6	0,5	1,1	5,4	5,6	5,4	5,0	6,2	5,5	5,9	6,5	4,3	1,3	4,1	4,2	1,8	1,2	2,0	2,4
SASK.	1,9	-0,8	1,2	2,4	-0,9	-4,8	2,0	6,7	1,0	0,5	-0,5	0,5	3,8	5,0	6,9	6,6	8,3	5,1	5,5	6,5	4,6	-2,9	1,6	3,8	2,4	1,6	2,1	2,8
ALB.	4,8	-1,8	-1,6	2,0	9,1	-10,6	-3,7	10,2	2,2	1,2	-1,4	1,4	4,7	6,0	7,8	7,1	40,6	37,3	23,7	24,0	7,5	-3,7	-1,0	2,5	2,6	1,2	1,5	2,1
C.-B.	3,2	2,8	2,9	2,7	4,7	4,0	4,5	5,8	0,6	1,2	1,9	0,8	6,1	6,2	6,1	6,0	28,4	31,4	35,5	31,3	5,6	6,8	4,6	4,3	1,0	1,1	1,8	2,1
CANADA	2,5	1,2	1,7	2,3	4,3	0,6	2,9	5,6	0,6	0,8	0,7	0,9	6,9	6,9	7,0	6,7	189	196	183	173	4,6	2,2	3,2	3,8	2,0	1,1	1,7	2,3

Tableau comparatif

2014, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	529	146	942	755	8 215	13 678	1 280	1 122	4 121	4 638
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,5	6,0	39,1	32,1	370,1	722,0	64,1	82,8	375,8	237,2
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,7	5,1	35,8	28,4	334,1	648,4	58,3	63,1	320,1	222,9
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,7	0,3	2,0	1,6	18,8	36,6	3,2	4,2	19,0	12,0
Croissance PIB réel (TAC, 2009-14, %)	1,5	1,8	0,6	0,3	1,6	2,2	2,5	3,9	5,0	2,7
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 347	35 071	37 944	37 685	40 670	47 402	45 539	56 249	77 680	48 048
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2009-14, %)	1,0	0,9	0,5	0,1	0,6	1,1	1,4	2,2	2,7	1,7
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 915	26 368	27 482	26 912	26 046	29 687	27 478	32 249	40 495	31 460
Croissance de l'emploi (TAC, 2009-15, %)	1,9	1,4	-0,1	-0,5	1,2	1,5	1,2	1,8	2,5	1,0
Taux d'emploi (jan. 2016 %)	53,1	60,5	57,0	56,7	59,7	60,6	64,1	67,0	67,8	60,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jan. 2016)	13,7	9,1	8,1	9,3	8,3	7,7	7,3	7,1	8,0	7,7
Production manufacturière (% du PIB)	4,0	9,7	7,4	11,7	13,9	12,2	11,7	6,7	6,9	6,9
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	47,3	68,5	73,1	67,2	59,4	57,4	57,4	42,6	38,8	64,6
Exportations (% du PIB)	40,7	18,6	20,7	45,7	27,7	33,6	27,0	45,9	34,9	22,4

Tableaux

Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 768	194 987	200 324	206 360	211 427	215 901	222 868	229 108	235 844	242 212
	évolution (%)	0,7	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,1	3,2	2,8	2,9	2,7
PIB nominal	millions de \$	204 406	196 250	205 117	216 786	221 414	226 605	237 188	246 696	257 759	272 660
	évolution (%)	3,1	-4,0	4,5	5,7	2,1	2,3	4,7	4,0	4,5	5,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 350	2 369
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	1,9	0,8
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	6,0
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 760	73 999	77 177
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	6,8	4,6	4,3
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	35 500	31 300
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	10,9	12,9	-11,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,3	124,8
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,8	2,1

Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	265 165	250 510	262 720	279 655	290 544	305 353	320 113	314 351	309 321	315 508
	évolution (%)	1,6	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,1	4,8	-1,8	-1,6	2,0
PIB nominal	millions de \$	296 072	245 690	270 049	299 521	312 485	344 452	375 756	335 834	323 521	356 390
	évolution (%)	13,5	-17,0	9,9	10,9	4,3	10,2	9,1	-10,6	-3,7	10,2
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 301	2 269	2 300
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,4	1,4
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	7,8	7,1
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	75 692	74 912	76 781
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-3,7	-1,0	2,5
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	23 700	24 000
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,1	-36,4	1,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	135,7	138,5
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,5	2,1

Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 139	52 195	54 647	57 545	58 514	61 929	63 127	62 622	63 373	64 894
	évolution (%)	5,3	-5,3	4,7	5,3	1,7	5,8	1,9	-0,8	1,2	2,4
PIB nominal	millions de \$	67 619	60 080	63 368	74 821	77 957	83 496	82 780	78 814	80 397	85 785
	évolution (%)	29,1	-11,1	5,5	18,1	4,2	7,1	-0,9	-4,8	2,0	6,7
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	574	571	574
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,5	0,5
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,9	6,6
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 588	18 892	19 610
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-2,9	1,6	3,8
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	5 500	6 500
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-37,6	6,8	18,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	133,5	137,2
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	2,1	2,8

Tableaux

Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 544	51 464	52 736	54 045	55 674	57 005	58 301	59 350	60 656	62 294
	évolution (%)	3,7	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,4	2,3	1,8	2,2	2,7
PIB nominal	millions de \$	52 154	50 804	53 308	56 197	59 781	61 897	64 077	65 878	68 338	71 867
	évolution (%)	4,9	-2,6	4,9	5,4	6,4	3,5	3,5	2,8	3,7	5,2
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	636	639	646
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	0,5	1,1
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	5,4	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 266	19 015	19 807
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,3	4,1	4,2
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 900	6 500
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-11,6	7,3	10,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	129,3	132,3
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	2,0	2,4

Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	601 723	582 904	600 131	614 606	622 717	631 068	648 352	664 561	680 112	698 066
	évolution (%)	0,0	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,3	2,7	2,5	2,3	2,6
PIB nominal	millions de \$	608 446	597 882	630 989	659 743	680 084	693 210	721 970	749 205	779 770	813 962
	évolution (%)	1,1	-1,7	5,5	4,6	3,1	1,9	4,1	3,8	4,1	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 923	7 015	7 085
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,3	1,0
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,3	5,9
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 800	193 058	201 218
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,6	4,5	4,2
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	69 700	63 000
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,6	-0,6	-9,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	129,6	132,4
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,7	2,2

Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 945	309 359	315 708	321 647	324 993	329 038	334 103	337 578	342 439	348 603
	évolution (%)	1,9	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,2	1,5	1,0	1,4	1,8
PIB nominal	millions de \$	314 380	314 541	328 138	344 735	354 040	361 211	370 064	377 402	388 580	402 457
	évolution (%)	2,7	0,1	4,3	5,1	2,7	2,0	2,5	2,0	3,0	3,6
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 097	4 129	4 157
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8	0,7
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,7	7,3
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	109 193	113 358	117 787
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	1,0	3,8	3,9
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	35 900	34 500
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-2,3	-5,3	-3,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	126,7	129,6
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	1,6	2,3

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 501	28 080	28 643	28 702	28 417	28 530	28 436	28 732	28 858	29 031
	évolution (%)	0,8	-1,5	2,0	0,2	-1,0	0,4	-0,3	1,0	0,4	0,6
PIB nominal	millions de \$	28 779	28 857	30 213	31 500	31 723	31 857	32 056	32 931	33 605	34 449
	évolution (%)	1,7	0,3	4,7	4,3	0,7	0,4	0,6	2,7	2,0	2,5
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	352	351	350
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,3	-0,2
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,5	9,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 903	12 165	12 457
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	3,3	2,2	2,4
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 600	1 900
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,3	-19,8	18,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,4	127,7	130,8
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	1,8	2,4

Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 618	34 721	35 693	35 884	35 567	35 562	35 758	36 080	36 563	36 965
	évolution (%)	2,0	0,3	2,8	0,5	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,3	1,1
PIB nominal	millions de \$	35 416	34 931	36 849	37 652	37 835	38 576	39 077	39 869	41 090	42 373
	évolution (%)	4,3	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,0	1,3	2,0	3,1	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	448	447	447
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,2	0,0
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,4	8,1
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 947	14 295	14 710
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	0,2	2,5	2,9
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 200	3 000
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	25,2	-16,3	-6,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,3	131,3	134,6
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,5	2,5

Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 683	4 695	4 800	4 895	4 952	5 051	5 126	5 203	5 267	5 315
	évolution (%)	1,1	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,5	1,2	0,9
PIB nominal	millions de \$	4 754	4 927	5 222	5 424	5 573	5 783	6 003	6 214	6 386	6 569
	évolution (%)	2,7	3,6	6,0	3,9	2,7	3,8	3,8	3,5	2,8	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	73	73	73
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-0,4	0,0
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,2	10,2
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 054	2 116	2 172
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,5	3,0	2,6
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	558	570	800
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	9,2	2,2	40,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,3	131,4	134,7
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,6	2,5

Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 629	25 740	27 164	27 946	26 719	28 272	27 695	26 726	26 699	26 485
	évolution (%)	-1,5	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,8	-2,0	-3,5	-0,1	-0,8
PIB nominal	millions de \$	31 572	25 001	29 085	33 539	32 032	34 991	33 514	30 074	29 744	31 276
	évolution (%)	8,6	-20,8	16,3	15,3	-4,5	9,2	-4,2	-10,3	-1,1	5,2
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	236	233	228
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-2,0
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,5
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 921	9 001	9 061
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,4	0,9	0,7
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 500	1 500
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-19,9	-11,6	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	131,2	134,3
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	1,7	2,4

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.